



PREFET DE LA SAVOIE

**Direction départementale
de la cohésion sociale et de la
protection des populations**

**Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement**

**ARRETÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure**

**Société TREZ FRANCE
Commune de AIGUEBELLE**

LE PRÉFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-3 et L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 autorisant la société TREZ à exploiter une installation de valorisation de déchets à forte teneur en zinc située sur le territoire de la commune de Aiguebelle ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2014 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société AUREA INVESTISSEMENTS ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2015 actant la nouvelle raison sociale : Société TREZ FRANCE ;

VU les résultats d'analyse des effluents aqueux transmis par l'exploitant à l'administration sur le site internet GIDAF, conformément à l'arrêté ministériel susvisé ;

VU les résultats d'analyse des effluents effectuées en mai 2015 par l'exploitant et transmis à l'inspection par courrier électronique du 29 mai 2015 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 30 mai 2015 faisant suite à la visite d'inspection menée le 19 mars 2015 et transmis à l'exploitant par courrier du 12 juin 2015 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter délivré à l'exploitant impose des valeurs limites de rejets aux effluents aqueux produits, après traitement sur site par la station d'épuration interne et avant rejet au milieu naturel (rivière Arc), et notamment une valeur limite de 2 mg/l pour le zinc ;

CONSIDERANT que les résultats transmis par l'exploitant mettent en évidence le non-respect prolongé de ces valeurs limites, et notamment celle applicable au zinc ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société TREZ France, sise Parc d'activités de la Porte de Maurienne – 73220 AIGUEBELLE, exploitant des installations de traitement de déchets dangereux à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois, les valeurs limites de rejet des effluents aqueux fixées par l'article 2.4 et l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 susvisé.

L'exploitant prend pour cela toute disposition utile et pérenne, notamment le réglage de la station d'épuration interne des effluents.

Article 2 :

Le délai imparti dans le présent arrêté s'entend à compter du jour de sa notification.

dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

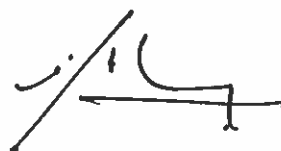
La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, madame la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie par intérim et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Aiguebelle.

Chambéry, le **20 JUL, 2015**

Le préfet



Eric JALON